

## **Communiqué n° 63/2003**

### **Rwanda : Nouveaux assassinats sélectifs en commune MUGINA**

Le Centre de Lutte contre l'Impunité dénonce et condamne les assassinats sélectifs qui ont frappé les habitants de la Commune de MUGINA en préfecture GITARAMA entre les années 2000 et 2002. Il a fallu beaucoup de recoupements pour identifier les victimes suivantes :

**Le 1<sup>er</sup> novembre 2002**, Mademoiselle CLOTHILDE et sa mère KARWERA ont été assassinées à leur domicile dans le secteur MBATI, commune MUGINA, préfecture GITARAMA. Mlle Clothilde devait se marier en novembre 2002. Son père avait été tué par les soldats du FPR dès leur arrivée en commune Mugina en mai 1994.

**Le 11 novembre 2002 vers 22h**, Monsieur UFITIMANA a été assassiné à coups de houe usagée par des malfaiteurs en tenue militaire de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) qui l'ont forcé d'ouvrir sa maison sise dans le secteur MBATI, commune Mugina. Son père KANYARWANDA, qui habite à quelques mètres de là, a tenté de secourir son fils. Ces malfaiteurs lui ont tiré plusieurs balles qui l'ont atteint à l'épaule et dans les jambes. Il a dû être hospitalisé à l'hôpital de Remera-Rukoma.

**En mai 2002**, Monsieur GASHUGI Médard, un des derniers commerçants de la commune Mugina, a été abattu de plusieurs balles chez lui dans la cellule Kireka par des malfaiteurs qui convoitent ses biens.

**Le 25 mai 2001, Madame ATHANASIE**, une enseignante de Mugina, a été assassinée par balles à son domicile. Elle était l'épouse de Monsieur Boniface KANYANZIRA, ancien agronome de la commune MUGINA, emprisonné à la prison de Gitarama depuis son retour d'exil du Zaïre. Cet escadron de la mort était composé d'individus en tenue militaire et en tenue civile.

**Le 25 mai 2001 vers 21h30**, le même escadron s'est attaqué au domicile de Madame Patricie NYIRAKANYAMANZA et ont mitraillé la porte d'entrée de la maison. Elle a eu la vie sauve parce qu'elle était absente. En effet, elle était partie pour une réunion de prières à Kabgayi. Cette enseignante est l'épouse de Monsieur MWIZERWA, ancien agronome dans la province de Umutara et actuellement emprisonné à la prison de Gitarama.

**Dans la nuit du 10 au 11 juin 2000**, le prêtre catholique espagnol, Père Isidro UZCUDUN, a été assassiné dans sa paroisse de MUGINA par trois personnes armées dont l'une portait un uniforme militaire. Les trois malfaiteurs se sont introduites dans son bureau et lui ont demandé de l'argent. Mécontents de la somme reçue, ils l'ont tué d'une balle, paraît-il. Le père UZCUDUN était arrivé au Rwanda en 1963 et avait passé 15 de ses 37 années passées au Rwanda à servir la paroisse de MUGINA (*Voir la dépêche d'IRIN-CEA du 13 juin 2000*).

**Ce n'est pas par hasard que les assassinats en commune MUGINA ont repris après l'assassinat du Père Isidro Uzcudun.** Cet assassinat d'un religieux espagnol porte à DIX (10)

le nombre d'espagnols assassinés au Rwanda (*il s'agit de 3 prêtres et 4 frères maristes ainsi que 3 médecins espagnols de l'ONG Médecins du Monde tués par des éléments de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) le 18 janvier 1997 dans la ville de Ruhengeri au nord-ouest du Rwanda. Le personnel étranger des ONG fut obligé de se replier sur la capitale Kigali, abandonnant ainsi la région du nord-ouest où la population civile allait être décimée par de prétendues représailles de l'APR qui était sensée combattre des « infiltrés » hutu.*)

Le père Isidro UZCUDUN a été tué parce qu'il était curé et témoin gênant des massacres et autres exactions commis contre des civils innocents en commune MUGINA depuis 1994. Parmi les organisations non-gouvernementales qui sont témoins des massacres commis par l'APR au Rwanda, l'Eglise catholique est un excellent « *témoin gênant* » pour les extrémistes tutsi qui continuent de massacrer des civils innocents sous plusieurs formes.

Pour illustrer cette soif de démanteler l'Eglise Catholique, **il suffit de passer en revue les différentes persécutions et tracasseries qui frappent depuis près de deux ans les prêtres catholiques de la paroisse de MUGINA.**

- Après l'assassinat du curé espagnol de MUGINA, le père ISIDRO, son confrère espagnol, le père Jean de la croix, qui travaillait avec lui dans la même paroisse, a été expulsé en novembre 2001 sans aucune explication et il est retourné chez lui en Espagne.
- Le nouveau curé hutu, l'Abbé CYRILLE, est régulièrement attaqué par de soi-disant bandes de malfaiteurs qui tentent de défoncer les portes de la cure pour le terroriser et le pousser à abandonner la paroisse de MUGINA.
- Une sœur espagnole, Sœur COCHA, de la Congrégation des Sœurs SANTAN qui résidait dans la paroisse de MUGINA, a été obligée de fuir suite à l'insécurité qui frappe leur paroisse.

Rappelons que la commune de MUGINA fait partie des communes du sud de la préfecture de GITARAMA qui a été dépeuplée par des massacres systématiques des soldats du FPR depuis le mois de mai 1994 jusqu'aujourd'hui. Les veuves ou les épouses de détenus hutu, qui ne sont pas assassinées mystérieusement par des malfaiteurs non identifiés, sont souvent emprisonnées à leur tour. Le bilan était de 1.325 tués par le FPR selon les chiffres cités par le Ministre Seth SENDASHONGA après sa démission en 1995 suivi de son assassinat le 16 mai 1998 au Kenya.

**Antécédents : Les prêtres occidentaux, qui ont passé de nombreuses années au Rwanda et qui connaissent la langue et leurs paroissiens massacrés, sont les cibles privilégiées des escadrons de la mort du Front Patriotique Rwandais**

1) **Le 17/10/1994, le Père canadien Claude SIMARD**, qui venait de passer 29 ans au Rwanda a été assassiné dans la soirée dans sa paroisse catholique de RUYENZI en préfecture de Butare (sud). D'après les enquêtes du Capitaine Tim ISBERG d'Edmonton, responsable de l'enquête sur cet assassinat, ce sont des soldats de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) qui l'ont tué à coups de marteau qu'ils ont abandonné sur place. Les assassins étaient venus à bord d'une camionnette Toyota bleue. La responsabilité fut imputée au Capitaine ZIGIRA (actuellement promu Major) et au Lt Colonel IBINGIRA (promu Colonel à la publication du Rapport ONU sur les massacres des réfugiés hutu au Congo-Kinshasa et dans lesquels il a participé) Les deux hauts officiers de l'APR sont des criminels de guerre de 1990 à 1994. Le Colonel Fred Ibingira s'est illustré aussi dans les massacres de déplacés de guerre en avril 1995 à KIBEHO.

2 ) **Dans la soirée du 31 octobre 1996, quatre (4) Frères Maristes espagnols** ont été assassinés dans le camps de NYAMIRANGWE (au Sud Kivu) **où ils s'occupaient des réfugiés rwandais et burundais.** Voici leur dernier message qui est très significative : « *Tout le monde a*

*quitté le camp de Nyamirangwe, Nous sommes seuls. Nous nous attendons à une attaque d'un moment à l'autre. Si ce soir, nous ne téléphonons pas, ce sera mauvais signe. Le secteur est très agité. Les réfugiés fuient sans savoir où aller, et c'est le signe de la présence d'éléments violents qui se sont infiltrés* ». Parmi les quatre victimes espagnols tués au Sud-Kivu parce qu'ils avaient été témoins des massacres de Réfugiés hutu et déplacés zaïrois, le Centre a relevé le nom de JULIO.

**3) Le 2 février 1997, le Père canadien Guy PINARD** a été tué pendant la messe du dimanche vers 10h par un enseignant ex-militaire de l'APR nommé Dieudonné. Ce prêtre de la Congrégation des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs), est né le 20 avril 1935 et ordonné prêtre à Carthage le 27/1/1961. Il a passé toutes ses 35 ans de sa vie missionnaire au Rwanda. Lors des massacres au Rwanda en 1994, il avait plusieurs fois risqué sa vie pour aider les personnes menacées de mort. Tué sur le champ au moment où il distribuait l'Eucharistie dans sa paroisse de Kampanga, à 16 km de Ruhengeri. Des témoins fiables rapportent que le meurtrier Dieudonné n'avait pas encore été arrêté 3 jours après son crime, alors qu'il n'avait pas fait beaucoup d'effort pour se cacher.

**4) Dans la nuit du 27 au 28 avril 1997 à 1h du matin**, la Directrice Belge de l'Ecole catholique Secondaire de MURAMBA, Griet BOSMANS, a été tuée avec 17 élèves et quatre personnes (qui logeaient à l'Ecole de Tetero) par des malfaiteurs «*non identifiés*». Comme pour tous les massacres de civils non armés, les autorités rwandaises se sont empressées d'attribuer ce crime aux «*rebelles hutu*». La population locale a soupçonné les éléments de l'APR suite à leur refus d'intervenir alors qu'il y avait deux positions tenues par l'APR à quelque 300 mètres des deux écoles de Muramba. Lorsque les militaires APR sont intervenus la première fois vers 3h du matin, Griet BOSMANS respirait encore difficilement mais ils n'ont rien fait pour la transporter à l'hôpital. Ils ont exigé qu'on allume le générateur électrique de l'école, mais celui qui possédait la clé de l'abri où il se trouvait ne fut pas trouvable. Les militaires sont repartis pour revenir vers 5h du matin, juste au moment où Mlle Griet rendait son âme à Dieu. Le Major John KWIZERA, au lieu de rassurer la Directrice de l'Ecole des filles de Tetero, il s'est mis à l'injurier avant d'aller l'interroger sans lui donner le temps de se changer.

**5) Assassinat du Père Croate, VIJEKO Curic, à Kigali le 31/10/1998:**

- Le 31/10/1998 vers 20h30, le Père VIJEKO a été tué de huit balles en plein centre de la ville de Kigali par un homme armé qui, bien que blessé, a réussi à s'enfuir à pied. Le père VIJEKO était économe général de la Diocèse Kabgayi et curé de la paroisse de Kavumu. En collaboration avec CARITAS, il participait notamment à des programmes d'aides aux veuves du génocide rwandais. Il avait construit de nombreuses maisons d'habitation pour les veuves.

**6) Expulsion de religieux et autres laïcs catholiques:**

Madame BERNADETTE, française, employé de la CARITAS, a été expulsée en 1997. L'Abbé LERUSSE a été expulsé du Diocèse de Gikongoro le 12 janvier 1998.

**Le Centre recommande l'ouverture immédiate des enquêtes judiciaires** pour identifier les commanditaires et les exécutants de ces assassinats sélectifs qui visent encore une fois les rescapés hutu de la commune de MUGINA. Les cibles privilégiées sont encore des intellectuels hutu tels que des enseignants et des opérateurs économiques tels que les commerçants. L'Eglise catholique a été déjà saignée à blanc entre 1990 et 2000 avec un lourd bilan: **128 prêtres, 43 frères et 74 sœurs tués** par les deux belligérants qui se disputent le pouvoir et le patrimoine national au Rwanda. Il est grand temps que la junte militaire de Kigali la laisse vaquer à ses occupations.

**Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur.**

## Communiqué n° 64/2002

### **Rwanda : Un nouveau faux procès, de fausses preuves et de fausses accusations pour l'ancien Président de la République Rwandaise.**

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR)\* dénonce un nouveau faux procès prévu ce 11 février 2003 pour l'ancien Chef de l'Etat Rwandais, Monsieur Pasteur BIZIMUNGU et son proche collaborateur, l'ancien Ministre Charles NTAKIRUTINKA. Le dernier simulacre de procès a eu lieu le 14 octobre 2002. Ces deux hauts dirigeants du Parti Démocratique pour le Renouveau (PDR) UBUYANJA (créé et aussitôt interdit fin mai 2001) ont été emprisonnés arbitrairement les 19 et 20 avril 2002 après avoir survécu à une « *détention en résidence surveillée* » depuis août 2001. Ils ont été lapidés et blessés à cette époque. Leur proche collaborateur fut tué le 26/12/2001 par un escadron.

Notre Centre vient d'apprendre que ces deux prisonniers d'opinion subiront un nouveau faux procès au cours duquel de fausses preuves fabriquées dans les ateliers de la Directorate of Military Intelligence (DMI) seront présentées aux juges contrôlés et terrorisés par la Junte militaire du Général Paul KAGAME. Il s'agit de faire accréditer les anciennes fausses et fantaisistes accusations qui ont été libellées entre autres comme suit :

1. **Pour BIZIMUNGU Pasteur** : Atteinte à la sûreté de l'Etat ; avoir caché et nourri des rebelles ; recel des documents subversifs, incitation à la désobéissance civile, privilégier une politique de division basée sur les ethnies, etc...
2. **Pour NTAKIRUTINKA Charles** : Tentative de dynamiter la centrale électrique de Gikondo ; avoir continué d'exercer des activités politiques interdits, etc...

Les conditions de détention de ces deux opposants politiques se sont encore empirées ces derniers temps grâce à l'ingéniosité des tortionnaires de la Junte militaire au pouvoir à Kigali :

- **Pour les torturer psychologiquement**, ils subissent le dénigrement de faux détenus que la DMI a introduit dans leurs cellules respectives. En effet, Monsieur Pasteur BIZIMUNGU et Charles NTAKIRUTINKA, qui avaient été isolés complètement depuis leur incarcération en août 2001, ont été rejoints chacun par un « *étrange détenu muet* » chargé de les « *contempler droit dans les yeux* » tout au long de la journée dans leurs cellules respectives. Ces « *étranges détenus muets* » sont remplacés par d'autres chaque semaine et surnommés « **abakanuzi** » ;

- **Le régime cherche à les appauvrir** par tous les moyens en saisissant les camions de l'ancien Ministre Charles Ntakirutinka et en tentant de provoquer une vente aux enchères des immeubles appartenant à l'ancien Chef d'Etat Pasteur Bizimungu.

- **Charles Ntakirutinka souffre de l'hypertension depuis son emprisonnement et Pasteur Bizimungu souffre du mal de dos.** Ils ne sont pas autorisés de bénéficier des soins de médecins spécialistes et sont contraints d'être soignés par un ancien gynécologue, lui-même emprisonné arbitrairement comme génocidaire présumé depuis 1994

**Le Centre recommande la libération sans conditions des deux prisonniers politiques** afin qu'ils puissent exprimer leurs opinions et exercer librement leurs activités politiques telles qu'elles sont autorisées et légalisées par les lois et la constitution rwandaises.

Un autre prisonnier politique et ancien député, Jean MBANDA, a été libéré récemment.

**Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur.**